

Fermeture de Talanoa

Merci, Monsieur le Président,

Je m'appelle Alberto Saldamando, représentant du Réseau environnemental autochtone, qui vous parle au nom du Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques (FIPACC). Nous nous réjouissons d'entamer un dialogue franc et honnête entre les Parties sur la réalité des changements climatiques et la voie à suivre.

Il nous est apparu évident que de nombreux états, en particulier les petits états insulaires et les états les moins développés, sans en exclure les autres états, subissent les mêmes effets catastrophiques dus au changement climatique. Nous habitons ces états, et ce depuis des millénaires. Notre destin est identique. Nous partageons un avenir pénible.

Notre principale source de préoccupation sont les effets dévastateurs du réchauffement climatique sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire. La destruction des récifs coralliens, la fonte de la banquise et des glaciers, l'élévation du niveau marin et de la salinisation, les graves sécheresses et inondations, les ouragans et les typhons, la détérioration de nos forêts amazoniennes, affectent lourdement notre capacité commune d'assurer les moyens de subsistance indispensables à notre survie, non seulement celle des peuples autochtones, mais aussi celle du reste des habitants de notre terre nourricière.

Nous souhaitons et attendons que la plate-forme des savoirs traditionnels, malgré les difficultés politiques que nous rencontrons pour sa mise en place, contribuera à rétablir un équilibre sain entre les besoins de l'humanité et les besoins de la terre nourricière. Nous croyons que la plate-forme démontrera que nous ne représentons pas une menace pour les états dans lesquels nous habitons, mais plutôt une ressource positive, répartie, que nous partageons déjà avec vous, et qui peut apporter son soutien à la planète qu'habitons nous tous.

Nous espérons que le dialogue sur l'agriculture ne se contentera pas seulement de considérer la contribution à la sécurité alimentaire de 70 % de la population mondiale provenant des peuples autochtones et de l'agriculture de subsistance, mais tiendra compte aussi de l'agriculture industrialisée et ses effets négatifs, tant sur le réchauffement planétaire, comme sur la sécurité alimentaire.

Nous espérons également que toutes les parties réaliseront que les droits de l'homme, de même que les droits des peuples autochtones, sont essentiels au bien-être de tous êtres vivants au sein de l'état. Par ailleurs, nous espérons et nous attendons que les parties se rendent finalement compte de ce que l'observation et le respect des droits des peuples autochtones correspondent à un moyen de défense central le désastreux réchauffement climatique.

La solidarité des états et des peuples autochtones dans la mise en œuvre de bonne foi de la plate-forme des savoirs traditionnels est un premier pas essentiel dans notre lutte commune.

Omatkwiasin, nous sommes tous apparentés.

Merci, monsieur le Président.